du choc

Les retombées sociales, notamment l'aggravation du chômage et la pauvreté, ont constitué les effets pervers de ce processus et face au phénomène qui perdure encore, l'Etat s'est trouvé désarmé.

De même, les solutions préconisées et mises en œuvre n'ont pas donné des résultats à la hauteur des espoirs».

Ces réformes imposées dans le cadre du programme d'ajustement structurel sous la surveillance du FMI et leur conséquence immédiate, la fermeture des entreprises non performantes avec pour corollaire la mise au chômage de milliers de travailleurs et la paupérisation de pans entiers de la société sans le parapluie protecteur de l'Etat, n'ont fait qu'aggraver la fracture sociale générant d'intenses sentiments de solitude et d'abandon face à la toute-puissance de l'argent qui est désormais «le mètre étalon».

Le passage brutal à l'économie de marché sans sa contre-partie une vraie démocratisation du système politique et une plus grande liberté de l'expression syndicale qui est son pendant naturel, a fragilisé encore plus une société qui, jusque-là, a pratiquement vécu sous perfusion et a fini par opérer sur les comportements et les mentalités des Algériens des mutations dévastatrices.

L'aggravation de cette fracture sociale a été démultipliée par une autre crise autrement plus destructrice, crise qui a failli mener le pays vers le chaos, celle de la guerre civile et de la décennie noire ou plutôt de la décennie rouge pour tout ce sang innocent qui a coulé. Des statistiques ont révélé que la décennie noire en Algérie a enregistré près de 40 mille enfants orphelins de père, et 7 mille enfants affiliés à un père terroriste, et près de 3 000 femmes violées et un montant d'une valeur de 20 milliards de dollars comme dégâts matériels. Les conséquences de cette décennie noire se sont soldées notamment par l'instauration d'un état d'urgence qui s'est pérennisé et qui vient de faire place, tout récemment, à un quasi état de siège, le verrouillage du champ politique et le non-respect des droits de l'Homme.

L'ampleur des drames vécus au cours de cette période, les chocs occasionnés par le déchaînement d'une violence inégalée et la barbarie qui l'a accompagnée ont durablement et de façon indélébile marqué l'esprit des Algériens qui s'accordent tous à dire «plus jamais ça». Ce choc ultime ? Espérons qu'il n'y en aura pas d'autres, ce traumatisme sans précédent a inhibé chez les Algériens toute velléité contestatrice les rendant aptes à tous les renoncements et à tous les compromis pour peu que la paix sociale soit sauvegardée. Conscients de cet état d'esprit, les tenants du pouvoir en Algérie, au lieu d'aller vers un système politique capable de rassembler tous les Algériens, vers un mode de gouvernance qui ouvrirait le champ politique à une véritable participation citoyenne et dans un aveuglement insensé, ont tout fait pour que le système à l'origine de tous les travers que cette nation n'a pas cessé de traîner derrière elle depuis son indépendance, soit sauvegardé.

Photo : Samir Sid

Une nouvelle génération connectée est en train de prendre progressivement la relève.

C'est ainsi que, tel le sphinx renaissant de ses cendres, et après toutes les douleurs, toutes les souffrances, tous les malheurs que cette nation, que ce peuple a pu endurer, le parti unique, et toutes les autres «uniques» : le syndicat unique, la chaîne de télévision unique sont toujours là plus arrogants que jamais. Il n'y a qu'à voir la manière avec laquelle monsieur le Premier ministre s'adresse aux journalistes pour comprendre que ce système n'est pas près de céder la place, ni même de s'amender. Je crois que de ma vie je n'ai rencontré autant d'arrogance, de suffisance et de morgue chez une seule personne que celle de monsieur le Premier ministre quand il vient nous asséner, sans sourciller et avec une assurance qui frise le cynisme, qu'il n'y a pas de crise politique en Algérie mais seulement une crise sociale et économique, ajoutant qu'une assemblée constituante ferait perdre au pays cinquante années de vie politique et institutionnelle. Mais qu'y perdrions-nous en vérité ? Cinquante ans de parti unique et de langue de bois ?

> ***En surfant sur cette vague du choc colonial et du choc de la guerre d'Algérie, les leaders de l'époque ont réussi à mettre en place un système politique qui n'a malheureusement jamais changé jusqu'au jour d'aujourd'hui. A quelques détails près, les mêmes pratiques politiques avec sensiblement les mêmes figures politiques sont toujours en vigueur.***

Cinquante ans d'enrichissement outrageux d'une oligarchie qui s'est érigée en maître absolu de ce pays sans aucune possibilité de changement, avec les mêmes hommes qui se relayent au pouvoir depuis pratiquement l'indépendance à nos jours ? Qu'y perdrions-nous ?

Des ministres inamovibles, des responsables à tous les échelons de décision, indéboulonnables et qui, pour la plupart d'entre eux, sont là depuis plus de dix ans au moins comme s'il n'y avait qu'eux en Algérie et que sans eux le pays ne pouvait marcher, alors que le pays est en train de s'enfoncer dans le marasme de la mauvaise gestion et de la mauvaise gouvernance ? Si c'est tout ce que nous risquons de perdre en allant vers une assemblée constituante et bien j'irais vers cette constituante en courant et deux fois plus qu'une.

Le système politique algérien, instrumentant avec brio les chocs successifs que ce peuple a subis, se sait momentanément à l'abri d'un soulèvement populaire parce qu'il sait que le peuple algérien est fatigué et qu'il a eu sa part de malheurs, mais jusqu'à quand ? Ce système n'est qu'en sursis, il sait très bien qu'il est fini mais dans un aveuglement pathologique, un aveuglement infini, il persiste dans une espèce d'autisme suicidaire à ne pas vouloir voir et entendre. C'est Einstein qui disait que seules deux choses sont infinies : l'espace et la bêtise humaine.

Cette citation s'applique parfaitement à nos hommes politiques, lesquels, contre toute logique, contre tout bon sens et par pure bêtise, refusent à admettre que le changement est inéluctable et que la dynamique impulsée par la révolution tunisienne n'est pas près de s'arrêter parce que les peuples arabes ont compris, qu'à l'instar des autres nations civilisées, eux aussi sont des êtres humains qui ont les mêmes droits à la liberté et aux aspirations démocratiques et qu'ils ne sont plus condamnés à l'alternative du dictateur plus ou moins éclairé ou celle des islamistes.

En effet, une nouvelle génération, connectée et désireuse de vivre «normalement», sans la censure des dictateurs, ni les fatwas des imams, est en train progressivement de prendre la relève et avec laquelle il va falloir dorénavant compter. Marie Kostrz écrit très justement à propos de cet aveuglement des pays arabes qui continuent encore à ne pas vouloir tenir compte de cette nouvelle donne sociopolitique des révolutions qui sont en train de secouer des régimes qu'on a cru jusque-là indéboulonnables, que «le pire, pour les régimes autoritaires, serait de considérer que survivre à cette vague révolutionnaire leur donnerait un blanc-seing pour poursuivre comme si de rien n'était.

Ce serait la meilleure recette pour prendre en pleine figure l'effet boomerang de leur immobilisme». Elle ajoute : «Et si la révolution de la jeunesse arabe devait se trouver d'autres formes, d'autres modes d'organisation ? Cela pourrait donc parfaitement ne pas prendre la même forme d'action. D'autres révoltes ou d'autres révolutions, tout aussi imprévisibles et déconcertantes que celle qui vient de balayer en quelques semaines des régimes qui semblaient indéboulonnables, peuvent à tout moment balayer ces certitudes.

Pour Marie Kostrz, «aucun autre dirigeant arabe ne peut ignorer aujourd'hui les menaces qui pèsent sur lui. D'abord parce qu'ils ont tous compris que lorsque leurs enfants étaient sur Facebook, ce n'était pas seulement pour draguer ou échanger des photos de soirée avec leurs amis, mais aussi pour préparer des révolutions…

S'il est donc peu probable que le scénario tunisien et égyptien se reproduise aussi facilement ailleurs, il n'en demeure pas moins que le signal lancé par ces deux révolutions reste entier : le temps des despotes bêtes et méchants qui ont dirigé depuis des décennies la quasi-totalité du monde arabe est révolu.

S'ils parviennent à survivre à cette crise, les monarques, despotes mous ou durs qui gouvernent actuellement le monde arabe doivent tenir compte de ce changement fondamental. Ils devront s'adapter rapidement, ou mourir, d'une manière ou d'une autre, à court terme».

M.-N. N.

Références

(9) Aït Benali B., *De l'indépendance au coup d'Etat de 1965 : histoire de l'usurpation du pouvoir, Le Quotidien d'Algérie*, tribune de l'Algérie libre, http://www.lequotidienalgerie.org/2011/03/29/de-l'independance-au-coup-d'etat-de-1965-histoire-de-l'usurpation-du-p

(10) Benchikh M., «Les Constitutions en Algérie ne reflètent pas la pratique politique», *El Watan* du 28 février 2009.

(11) Rahabi A., *Constitution : le temps des incertitudes, À propos d'un hypothétique troisième mandat du président, El-Watan* du 17 janvier 2008.

(12) Benchikh M., *L'Organisation du système politique*, www.algerie-tpp.org/tpp/.../dossier_13_systeme_politique.pdf -. (3) Mohammed Abdelwahab Bekhechi, *Remarques sur l'évolution du droit constitutionnel algérien de l'indépendance à la révision constitutionnelle de 1996*, www.cedroma.usj.edu.lb/pdf/cpayar/bekhe.pdf.